



47 rue de Babylone • 75007 Paris • France  
Tél. : 33 (0)1 53 63 37 70 • Fax : 33 (0)1 42 22 65 54  
forum@futuribles.com • www.futuribles.com

**Réunion trimestrielle des membres partenaires  
8 octobre 2009**

**Compte rendu de l'intervention de Dominique Auverlot :**

**« La société et l'économie  
à l'aune de la société numérique »**

*Ce compte rendu n'a pas été relu par l'intervenant*

Dominique Auverlot dirige le département de la Recherche, des Technologies et du Développement Durable au CAS (Centre d'analyse stratégique). Rapporteur de la commission Économie numérique, présidée par Alain Bravo, il a présenté les grandes lignes du rapport La société et l'économie à l'aune de la révolution numérique, remis en juillet 2009.

Voir CAS (Centre d'analyse stratégique). *La société et l'économie à l'aune de la révolution numérique. Enjeux et perspectives des prochaines décennies*. Paris : CAS, 2009, 69 p., site Internet [www.strategie.gouv.fr/article.php3?id\\_article=999](http://www.strategie.gouv.fr/article.php3?id_article=999).

En mai 2008, le secrétaire d'État en charge du développement de l'économie numérique a confié au CAS le soin de mener une réflexion sur l'économie numérique à l'horizon 2025 et d'en dégager des recommandations stratégiques pour le gouvernement. La commission d'experts réunis par Alain Bravo pour cet exercice a choisi d'utiliser la méthode des scénarios.

Dominique Auverlot a souligné que le rapport et les recommandations remis constituaient un outil de travail, utilisables ultérieurement.

Il a évoqué toute la difficulté de se projeter à l'horizon 2025 dans un secteur comme l'économie numérique, caractérisé par la rapidité d'évolution des changements. L'exercice impliquait notamment d'envisager les évolutions technologiques, les évolutions de la réglementation, les questions de gouvernance et les évolutions économiques.

Mais il semblait primordial, pour les experts, de placer l'utilisateur au cœur de la réflexion menée.

C'est pourquoi un système à cinq composantes et 42 variables a été élaboré, au sein duquel la composante centrale était consacrée aux usages.

L'exercice a débouché sur la rédaction de six scénarios globaux exploratoires.

Deux premiers scénarios sont susceptibles d'intervenir en l'absence de nouvelles politiques :

#### 1. Cloisonnement (scénario tendanciel)

Ce premier scénario se caractérise par une poursuite des tendances actuelles, telles que le développement de nouveaux usages d'Internet à tout moment et en tout lieu (web nomade, téléphone portable...), et des réseaux sociaux. Parallèlement, le commerce électronique se développe, et les administrations investissent de plus en plus dans les TIC.

Ces évolutions entraînent un « cloisonnement numérique » : l'accès aux TIC ne concerne pas l'ensemble de la population, et leur potentiel n'est pas entièrement exploité ; les entreprises françaises sont de plus en plus concurrencées au niveau international...

Cette situation peut déboucher sur une quadruple fracture :

- fracture territoriale (entre ceux qui ont accès au haut, voire au très haut débit, et les autres)
- fracture suivant l'âge (entre générations des *digital natives* et générations plus âgées)
- fracture sociale (en termes de revenus par exemple)
- fracture intellectuelle (émergence d'un « illettrisme numérique »)

#### 2. Hypertoile (scénario de régression)

Un deuxième scénario, beaucoup plus pessimiste, apparaîtrait à partir de 2015-2020, suite à un essor important et incontrôlé d'Internet, se traduisant par le manque de sécurité des transactions commerciales, par le non respect des informations privées et par l'essor du cyberterrorisme. Dans un premier temps, la multiplication de ces phénomènes accroît la méfiance des usagers envers Internet, et se traduit, à partir de 2020, par un usage beaucoup plus restreint et contrôlé du Web.

À l'opposé de ces deux scénarios, le groupe d'experts a imaginé trois scénarios pouvant intervenir suite à des interventions publiques dans le secteur de l'économie numérique.

#### 3. Économie verte

Ce scénario imagine une économie numérique au service d'une économie verte. Il résulte d'une volonté nationale de mettre en place une économie plus sobre en énergie, dans un contexte mondial de lutte renforcée contre le changement climatique. Il se traduit par une utilisation généralisée des technologies numériques au service de l'économie « vert » : mise en place de réseaux intelligents (pour la production et la consommation d'énergie), utilisation de puces RFID, baisse de la consommation d'énergie des technologies numériques... La contrepartie de ce scénario est que le choix des technologies les plus propres se fait parfois au détriment de la compétitivité nationale (si les technologies choisies sont étrangères).

#### 4. Interactions sociales

Ici, l'économie numérique se met au service des interactions sociales et de l'emploi. Elle devient porteuse de lien social et de nouvelles solidarités. L'ensemble du territoire français est couvert par l'Internet haut débit, l'illettrisme numérique est combattu (notamment pour les populations défavorisées et pour les plus âgés). Des services de proximité sont proposés par les collectivités au travers de sites Internet. Ce scénario permet le développement d'emplois non délocalisables mais peu compétitifs.

## 5. Compétitivité

À l'opposé, ce scénario place la recherche de compétitivité au cœur des préoccupations française et européennes. Un marché unique de l'économie numérique est mis en place. Le très haut débit est diffusé prioritairement aux entreprises et aux pôles de connaissance. Des budgets publics importants sont débloqués pour la R&D et l'innovation. Les TIC sont progressivement intégrées à toutes les étapes des chaînes de production. Ce scénario implique cependant que les grandes entreprises qui dominent le secteur de l'économie numérique ont les moyens d'imposer leurs règles du jeu à l'économie et à la société (ce qui s'observe d'ores et déjà avec Google ou Microsoft).

## 6. Renouveau

Ce dernier scénario repose sur une combinaison vertueuse de politiques publiques aboutissant à la valorisation des trois thèmes mis en avant dans les trois scénarios précédents : l'économie verte, les interactions sociales et la compétitivité. L'économie numérique se met au service de ces trois enjeux, permettant une croissance durable de l'ordre de 2 %. Elle facilite la diminution de l'endettement public, la lutte contre le changement climatique et le développement d'un système performant de recherche et d'innovation.

Afin de permettre le passage d'un scénario à l'autre, six leviers d'action ont été identifiés :

- éduquer et former
- agir à l'échelle européenne
- innover
- renforcer la confiance
- sécuriser les infrastructures critiques, les réseaux et les systèmes d'information
- déployer les réseaux

## Questions et débat

*Comment avez-vous pris en compte les acteurs tels que Google qui passent outre les réglementations, qu'elles soient nationales, régionales ou mondiales ?*

Ces acteurs ont effectivement été pris en compte dans le scénario tendanciel. En l'absence de gouvernance mondiale, leur existence implique la mise en place de services sûrs, afin d'éviter les dérives.

Par contre, nous avons également envisagé, dans l'un des scénarios, que Google soit justement contraint par la communauté européenne à installer certains de ses serveurs sur le continent européen, pour des questions de sécurité.

*L'approche que vous avez adoptée dans le cadre de cet exercice n'est-elle pas trop « top-down », dans le sens où elle surestime la capacité de l'État à influencer les usages ? Notamment, s'il est vrai que les évolutions technologiques sont souvent imposées, elles doivent aussi être débattues au sein de la société pour être acceptées et utilisées.*

*Par ailleurs, il est frappant de voir que vous envisagez l'innovation uniquement sous un aspect économique, alors qu'Internet a montré que l'innovation pouvait être avant tout sociale, et créée par les usagers eux-mêmes.*

*Enfin, la compétitivité est toujours présentée comme un objectif souhaitable : ne peut-on pas concevoir une économie numérique qui ne soit pas liée à la compétitivité ?*

L'importance accordée aux actions et aux marges de manœuvre des pouvoirs publics s'explique par la nature même de l'exercice, qui avait pour objectif de proposer des recommandations de politiques publiques à l'État. Mais, au-delà de cette focale, les thématiques de la lutte contre le changement climatique, du lien social et de la compétitivité

constituent, selon les experts de la commission, des tendances lourdes qui seront présentes au sein de la société à l'avenir. En ce sens là, il est vrai que les décideurs publics ne pourront pas imposer de décisions sans débat public.

Il est également vrai que l'innovation sociale est devenue très importante sur Internet, même s'il est difficile de la quantifier ou de disposer de données globales.

Par contre, il ne me semble pas possible de remettre en cause l'idée que la compétitivité constitue un objectif essentiel à poursuivre pour créer des emplois. Par exemple, la croissance verte n'est un objectif viable que si elle inclut la compétitivité.

En général, les scénarios mus uniquement par des questions sociales s'avèrent néfastes sur le plan économique et environnemental. C'est le cas, par exemple, de l'agriculture biologique, qui entraîne une baisse de compétitivité et de productivité.

*Compte rendu établi par Cécile Désaunay, le 13 octobre 2009*